

**Séance ordinaire du  
mardi 28 juin 2022**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Annie YAGUE

**Réserve Communale de Sécurité Civile - Convention de partenariat entre la Ville  
de Montpellier et le Montpellier Handball en faveur de la diffusion de la culture  
du risque - Autorisation de signature**

Monsieur Yvan NOSBE, Conseiller municipal, rapporte :

Le territoire de la Ville de Montpellier est soumis à différents risques et menaces majeurs, notamment des épisodes caniculaires et méditerranéens, qu'il faudra envisager plus nombreux et plus intenses dans le futur. La capacité de prévention et de réaction pour y faire face dépend autant des pouvoirs publics que des citoyens appelés à devenir des acteurs de leur propre sécurité et de celle de leurs proches.

La Ville de Montpellier agit afin de prévenir et d'atténuer les effets négatifs de ces risques, notamment par le biais de travaux de réduction de la vulnérabilité, de la planification de la gestion de crise et de l'intensification de la diffusion d'une culture du risque auprès de la population. L'article L.125-2 du Code de l'environnement dispose en effet que tout citoyen a droit à une information sur les risques majeurs naturels et technologiques auxquels il est exposé ainsi que sur les mesures de sauvegarde qui le concernent. Il est de la responsabilité du Maire de transmettre à ses administrés tous les éléments d'information préventive sur les risques existants sur sa commune.

A ce titre, afin de renforcer son action volontariste au bénéfice de la résilience des habitants et de leur

territoire, la Ville de Montpellier a créé une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC) par la délibération n° V2020-243 du Conseil municipal du 30 novembre 2020. Ce dispositif de mobilisation civique est défini par la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile. Il est soumis aux dispositions des articles L. 724-1 et suivants du Code de la sécurité intérieure. Il a vocation à être utilisé pour mener des actions de soutien et d'assistance aux populations, d'appui logistique et de rétablissement des activités dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde, qui prévoit une sollicitation progressive et adaptée des ressources de la Ville en cas d'événement majeur avéré. Par ailleurs, la RCSC peut aussi être mobilisée pour promouvoir la culture du risque en diffusant de l'information préventive auprès de la population et en proposant des animations pédagogiques de sensibilisation.

Depuis juin 2021, les réservistes ont déjà été associés à de nombreuses opérations, aux côtés des services municipaux et des autres acteurs de la sécurité civile :

- Missions de sensibilisation auprès des montpelliérains sur les risques majeurs ;
- Actions de prévention à l'occasion de grands rassemblements ;
- Interventions au centre de vaccination pour lutter contre la pandémie liée à la Covid-19 ;
- Interventions au centre d'accueil et de regroupement des réfugiés ukrainiens ouvert au gymnase Olympique en mars 2022.

Afin de répondre aux besoins identifiés sur le territoire en matière de prévention et de gestion de crise, la Ville a souhaité porter l'effectif de la RCSC, composée initialement de 54 volontaires bénévoles, à environ 80 membres en 2022.

Le déploiement progressif de ce nouveau dispositif d'engagement citoyen est également rendu possible par la création d'une communauté de partenaires soucieux d'accompagner la RCSC dans l'exercice de ses missions et conscients de son intérêt pour la sécurité de la population. L'objectif est d'offrir aux réservistes un véritable parcours de formation adapté à la nature des missions qui leur sont confiées par la Collectivité. A ce titre, la Ville a déjà signé deux conventions de partenariat avec des acteurs majeurs de la sécurité civile :

- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) ;
- La Croix Rouge Française, délégation territoriale de l'Hérault.

A présent, la Ville de Montpellier propose de signer une convention de partenariat avec le Montpellier Handball, en faveur de la diffusion de la culture du risque. Cet acteur emblématique du territoire a construit sa renommée internationale sur ses performances et ses valeurs, comme l'éducation à la citoyenneté. Il est aussi engagé depuis peu dans une démarche de responsabilité sociale des entreprises.

La RCSC Civile pourrait ainsi intervenir auprès du personnel et des licenciés du Montpellier Handball, dans l'objectif de les sensibiliser aux risques, aux menaces majeurs, et plus largement à la posture du « *citoyen acteur de sa sécurité et celle de ses concitoyens* ». Ces actions de sensibilisation se dérouleraient dans la limite de 2 jours ou 4 demi-journées maximum par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Montpellier Handball en faveur de la diffusion de la culture du risque ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

**Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 6 juillet 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville - Montpellier Handball

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20220628-193821-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 05/07/22  
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.